

Interactions UTC

1. [Interactions, le Magazine des Technologies Emergentes](#)
2. [Thématiques](#)
3. [International](#)
4. L'écologie, le mandat du Ciel du gouvernement chinois

L'écologie, le mandat du Ciel du gouvernement chinois

Vous connaissez Yann Moulier-Boutang pour ses analyses sur le capitalisme cognitif ou encore l'économie de pollinisation . Mais savez-vous qu'il est également expert de la Chine ? Nous avons rencontré l'économiste au cours de ses pérégrinations shanghaiennes pour entendre sa vision des enjeux écologiques auxquels est confronté le pays. Car si la stratégie du gouvernement chinois tend massivement vers une résolution de la crise environnementale dans les vingt prochaines années, sa mise en œuvre est moins certaine.

23 août 2016



La Chine fait aujourd'hui face aux mêmes défis que les pays occidentaux mais dans des proportions beaucoup plus importantes, du côté des problèmes comme des solutions. Si les médias occidentaux publient régulièrement des images chocs de la pollution de l'air, ce problème n'est pas le plus crucial et arrive en cinquième position sur les sept "plaies" écologiques identifiées par l'économiste. A partir du constat que le chômage apparaît comme le principal frein à la transition écologique, il développe l'idée du revenu universel, comme une solution à envisager sérieusement dans le contexte chinois.

Où en est la Chine en matière d'écologie et notamment de pollution de l'air?

Si les médias évoquent la pollution de l'air à tout va, ce problème n'est pas le plus à craindre, même si il est sérieux. Elle est due en premier lieu au chauffage et à l'industrie qui tirent leur énergie du charbon. Pékin est particulièrement touchée et on en entend beaucoup parler, mais elle s'améliore puisqu'elle procède à une désindustrialisation forte. Elle a annoncé en avril le licenciement

d'1,8 million d'emplois dans les mines de charbon et la sidérurgie. En réalité, la géographie de la pollution de l'air évolue. Shanghai, qui se retrouve coincée entre Wuhan, Nanjing et Hangzhou, villes industrielles fortement polluantes, a un avenir peu réjouissant et pourrait dépasser les taux de pollution de Pékin.

La Mandchourie est aussi particulièrement touchée. Là-bas comme sur les côtes, ce sont les industries modernes qui ont poussé à l'installation d'usines de charbon supplémentaires pour éviter les coupures de courant. Résultats : la production de charbon en Chine est de 1,4 milliard de tonnes par an, sans compter l'importation de 200 à 400 millions de tonnes depuis l'Australie. Une autre cause de pollution est endogène aux villes ; elle concerne la motorisation. En deux ans, le taux de motorisation est passé de 19 à 21 % et il devrait atteindre les 50 % en 2025/2030. L'équation est simple : même si on progresse techniquement en réduisant les rejets des véhicules, l'augmentation de la motorisation est telle que la pollution continuera d'augmenter.

Quels sont alors les autres problèmes écologiques auxquels la Chine doit faire face ?

La Chine exploite ses sols depuis 7.000 ans et certains des problèmes rencontrés, comme la rareté de l'eau, ne datent pas de ce siècle. Il faut également rappeler que l'on parle d'une zone territoriale qui correspond à trois fois l'Europe si l'on considère le Tibet ou encore la Mandchourie, territoires conquis durant la dynastie des Hans. L'écologie en Chine est un vaste sujet. Selon moi, quatre enjeux écologiques sont plus préoccupants encore que la pollution de l'air en Chine, à commencer par la **disparition des terres arables**. La Chine n'en dispose plus que de 7 %, contre 43 % en France. Pour cause, elle artificialise 27.000 km² de terres arables chaque année, soit la superficie de la Grande-Bretagne tous les 10 ans. C'est pourquoi la Chine achète des terres en Argentine, en Ethiopie et en Afrique du Sud. Vient ensuite la **déforestation**. Elle est telle que la Mongolie intérieure se transforme en désert. Les images futuristes de Pékin sous le sable

ne sont donc pas totalement tirées par les cheveux.

En troisième position, je placerais la **raréfaction de l'eau**. Cela fait des millénaires que la Chine connaît ce problème notamment dans le Nord du pays. Entre le 1er millénaire avant et le 1er millénaire après J.C., un canal de plus de 2.000 kilomètres avait déjà été mis en place pour acheminer l'eau dans les capitales du Nord. Cela continue aujourd'hui. La Chine va jusqu'à détourner le cours du fleuve Yang Tsé. Le manque d'eau est tel que pour les Jeux Olympiques de Pékin, un choix a dû être fait entre utiliser l'eau pour nourrir les 17 millions d'arbres qui avaient été plantés dans la province ou utiliser l'eau pour les Jeux. Résultat : les arbres sont morts.

Ensuite vient la **pollution aux métaux lourds des fleuves**. Cela impacte notamment la pisciculture qui constitue une source d'alimentation majoritaire pour les Chinois. L'eau du robinet n'est potable dans aucune ville de Chine. Enfin, après le problème de la pollution de l'air, viennent la pollution **chimique des sols** et la **dégradation de la biodiversité**. Les pesticides, insecticides et OGM sont utilisés sans aucune limite. Et certaines provinces sont allées tellement loin que les abeilles ont disparu et que les hommes ont dû polliniser les arbres, fleur par fleur. Les abeilles sont de nouveau introduites. Le même problème s'est posé pour les oiseaux qui ont été massacrés conformément au dicton de Mao : « Si un oiseau te vole trois graines, donne lui trois coups de bâton ».

Concrètement, que fait le gouvernement chinois pour répondre à ces enjeux ?

Le gouvernement a compris que si Mao a eu "le mandat du Ciel" [1], c'est parce qu'il a restauré l'indépendance de la Chine ; de même que les gouvernements passés en accompagnant l'industrialisation du pays et en quadruplant le niveau de vie des habitants en quelques décennies. Aujourd'hui, cela se jouera sur l'écologie. Je lui donne une échéance de 25 années pour résoudre une partie des questions écologiques majeures. Sans cela, la

dynastie sera remise en question.

C'est pourquoi depuis l'exposition universelle de 2010, le gouvernement se lance dans des projets pharaoniques comme celui du détournement du fleuve Yang Tsé évoqué plus haut. Pour faire face à la désertification autour de Pékin, il plante des millions d'arbres sur un corridor vert de 500 mètres de large et 2.000 mètres de long. Il impose des normes drastiques en termes d'économie d'eau et d'énergie dans le secteur du bâtiment. Il se lance dans un programme nucléaire massif, avec plusieurs centrales à la clé. Il développe des programmes de développement d'énergie hydroélectrique et photovoltaïque.

Les solutions proposées sont d'ordre infrastructurel et technologique. Le gouvernement a une vision technocratique et développementaliste de l'écologie. Il capte les technologies développées ailleurs puis cherche à les produire et distribuer lui-même selon son programme "Made in China 2025". La Chine a par exemple pris les devants en matière de photovoltaïque. Cette technologie a connu une progression de 18 à 23 % en termes de captation de l'énergie grâce à l'usage de silicium, denrée rare. EDF, en France, a racheté l'entreprise capable d'augmenter ce rendement.

C'est bien mais la Chine a fait encore mieux. Elle a utilisé du silicium recyclé par le démantèlement de plaques usagées (par des enfants malheureusement), permettant la production de plaques photovoltaïques avec le même niveau de rendement mais à moindre coût et elle les a rendues obligatoires dans les logements. Mais si la Chine développe des panneaux photovoltaïques et des éoliennes à tout va, leur raccordement aux réseaux très coûteux, pose problème. Au point qu'ils ne savent que faire de l'énergie produite dans le Nord-Est de la Chine.

Quelles sont les difficultés que rencontre le gouvernement pour conduire cette transition écologique ?

Selon moi, les difficultés sont d'ordre économique et social. Les

chiffres concernant la croissance en Chine sont officiellement de 6,6 % et le gouvernement annonce que ce sera le cas jusqu'en 2020. Plus récemment, le Premier Ministre Li a présenté un autre mode de calcul et un chiffre de 3,5-4 %. L'économiste Patrick Artus a refait les calculs et arrive à un chiffre de 2,2 %. C'est sans compter que des experts estiment que la Chine perd 6 points de PIB chaque année pour des raisons écologiques. Il reste que l'avantage de l'immensité chinoise et du régime autoritaire, c'est que le gouvernement dispose de moyens considérables. Le programme lancé en 2010-2011 sur les Smart Cities était de 100 milliards d'euros dont 10 % pour Shanghai. Mais le pays fait face à des stratégies de sabotage.

L'expérience prouve partout que le marchandage et la corruption sont l'apanage des politiques et des industriels. On sait aussi que ce sont les entreprises étrangères qui sont avant tout soumises aux normes. Au-delà de la corruption que le gouvernement combat actuellement, une autre inconnue se pose, celle de l'emploi. La Chine se prépare à un affrontement social fort. La problématique de l'écologie, vue comme du luxe, se heurte à celle de l'emploi, vitale. Il y a un risque non négligeable que le gouvernement choisisse l'emploi au détriment de l'écologie. D'autant que face aux millions de personnes licenciées, les manifestations ont déjà lieu. La réalité c'est que la Chine présente un programme écologique à l'extérieur et traite le problème de l'emploi à l'intérieur. Je suis plutôt pessimiste sur ce sujet d'autant que les machines remplacent les emplois de service qui devaient servir de relais et que les 1,8 million d'emplois supprimés dans la sidérurgie près de Pékin pourraient conduire en réalité à la fermeture de 6 millions d'emplois par effet cascade. Cela ne s'arrêtera pas là.

L'exception chinoise est terminée. Le pays doit faire face aux mêmes problèmes que les pays occidentaux. Le Premier Ministre Li tente d'éviter une trop forte augmentation des salaires pour ralentir la délocalisation des industries, y compris chinoises. Il vise une balance commerciale positive. Il fait l'éloge du travail dur et honnête pour améliorer la qualité des productions et limiter la

corruption. Il limite les salaires au point de passer la majoration du paiement des heures supplémentaires de 100 à 50 % du jour au lendemain. Il propose à ses habitants un salaire maîtrisé en échange d'un air plus propre et d'une eau potable. Je trouve cette stratégie politique intelligente même si elle se heurte à beaucoup de résistances. Il ne faut pas pour autant sous-estimer la capacité du gouvernement à réussir.

Selon vous, quelle solution pourrait être mise en œuvre par le gouvernement pour résoudre cette tension entre les logiques écologique, économique et sociale ?

J'ai l'intime conviction que le revenu universel de base est une porte de sortie pour la Chine. J'essaie de disséminer cette idée auprès des gens que je rencontre et j'en ai parlé récemment dans des colloques organisés dans différentes villes de Chine. Je pense que ce modèle est particulièrement adapté pour les pays en voie de développement pour éradiquer la pauvreté.

Sachant que l'économiste Pisani-Ferry a démontré que le transfert moyen par habitant est de 800 euros, il ne sert strictement à rien de proposer un revenu en deçà de ce montant comme le proposent les libéraux par exemple, au risque de diminuer le budget social de l'Etat mais surtout la qualité de vie des citoyens. Je préconise un revenu universel pour tous et à tous moments de la vie, de 1.200 euros à l'âge adulte et de 600 euros par enfant (cet abattement de 50 % s'explique par les échelles de consommation). Tout le monde est assuré, car tout un chacun est pollinisateur, ou contributeur, dans la société. Mais ce revenu d'existence est cumulable avec une activité rémunérée qu'elle soit salariée ou pas et doit se coupler également à un nouveau système de protection du travail salarié en raison des transformations de ce dernier (essentiellement une intermittence et une dégradation de la rémunération lorsqu'on la calcule sur l'année sans compter les pertes de droits qui sont ainsi provoquées).

On peut penser sur le régime d'intermittence à la française à une garantie de salaire intermission en échange de la flexibilité.

Concrètement, cela équivaut à un système où une heure travaillée donne droit à une heure payée. Autre élément de ce dispositif : avec le revenu d'existence les travaux socialement peu désirés pour trouver preneurs devront être mieux rémunérés que l'actuel SMIC.

Pour que les employeurs soient prêts à embaucher il faudra que pour les salaires les plus bas (25%, c'est-à-dire ceux qui sont au SMIC actuellement), le système de protection sociale finance l'intégralité des charges sociales, Dans un tel système, les entreprises doivent trouver des facteurs d'attraction suffisamment forts pour que les individus aient envie de s'y investir. Cela permet une amélioration des conditions de travail mais aussi du contenu de l'activité proposée. Cette activité génère des droits à des retraites complémentaires (le socle étant constitué par le revenu d'existence).

[1] Tiānmìng en chinois, concept qui remonte à la dynastie Zhou - 1er millénaire avant JC - grâce auquel les empereurs obtiennent légitimité de pouvoir. Le mandat peut leur être retiré en cas de mauvaise conduite. Le concept est proche de celui de monarchie de droit divin en France.